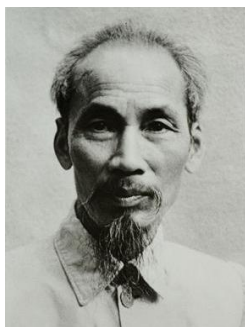


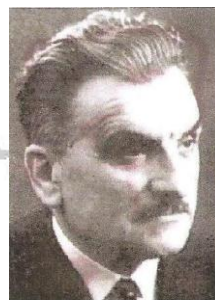
INDOCHINE

LES ANNEES TROUBLES

1945 - 1946



Ho Chi Minh



Marius Moutet



Jean Sainteny



Général Leclerc



Giap



Amiral Thierry d'Argenlieu



Par Francis AGOSTINI

Ancien des Commandos Nord Vietnam

Président départemental de l'Union
Fédérale des Bouches-du-Rhône

Président du Comité de Coordination des
associations d'Anciens Combattants et
Victimes de Guerre de Marseille et des
Bouches-du-Rhône.

AVERTISSEMENT

La guerre d'Indochine est très mal connue du public, car montrée du doigt, traitée par certains de sale guerre, mais aussi comme plus tard pour celle d'Algérie, elle a été engendrée de trahisons ayant entraîné mort d'hommes de femmes et d'enfants français ou d'amis de la France, sans parler des pertes occasionnées à nos soldats. Pour comprendre cette guerre il faut se retremper dans l'atmosphère de l'époque et surtout dans les mentalités de nos hommes politiques, également dans celle de l'opinion publique française qui voyaient dans l'empire colonial de notre pays l'expression de la plus grande France. L'empire ayant participé à la victoire sur les nazis et ses alliés, devait rester attaché à la mère patrie, et là-dessus avant que n'interviennent les premiers frimas de la guerre froide, toute la classe politique française était d'accord sur la création d'une Union Française, regroupant toutes nos colonies.

Certes la guerre d'Indochine a des causes profondes et lointaines, des erreurs ayant été commises par nos gouvernants dans la gestion de la colonisation, et cela bien avant la seconde guerre mondiale, mais comme je l'ai cité plus haut, encore faut-il se retremper dans les idées qu'avaient nos hommes politiques dans la façon de gérer nos colonies, qu'ils soient d'ailleurs de gauche ou de droite.

D'autres erreurs dues également à des hommes politiques éminents furent également commises pendant et à la fin de la seconde guerre mondiale, soit par manque de connaissances de la situation nouvelle engendrée par le coup de force japonais du 9 mars 1945 et des suites de ce dernier, de la montée en puissance des forces communistes dirigées par Hô Chi Minh, éliminant toute opposition démocratique par la force et la terreur, du jeu trouble mené par les Etats-Unis d'Amérique et bien entendu par l'obstination du général de GAULLE voulant à toute force que la souveraineté française soit rétablie sur ces territoires, et les intégrant dans un système qui ne correspondait plus à la réalité du terrain, ni du moment.

Oui, guerre d'Indochine, guerre complexe qui aurait pu être évitée justement si des chefs comme le général LECLERC avaient été écoutés et si d'autres comme l'amiral Thierry d'ARGENLIEU et le colonel CEDILE avaient su prendre la mesure de la situation, au lieu d'être obnubilés par la chasse aux vichystes ayant servi sous l'autorité de l'amiral DECOUX, alors que ce dernier avait maintenu le drapeau français sur les territoires indochinois malgré la présence de plus en plus pesante de l'occupant japonais.

Intransigeance du Haut Commissaire profondément attaché à la personne du général de GAULLE, et qui n'ayant pas compris qu'un vent nouveau flottait sur l'Indochine, tout comme le colonel CEDILE, ancien administrateur des colonies qui va commettre des fautes entraînant des massacres de français à Saïgon.

L'amiral Thierry d'ARGENLIEU, officier de marine qui était entré dans les ordres, devenant le révérend Père Louis de la Trinité dans l'ordre des Carmes déchaussés, ayant repris du service en 1939, et en 1940 au moment de l'invasion allemande et qui avait réussi à faire partir nombre de navires vers l'Angleterre, afin qu'ils ne tombent pas aux mains des envahisseurs, avait rejoint le général de GAULLE à Londres.

Comme le chef de la France Libre, il avait un sens aigu du patriotisme, de ce que devait être la France et du rôle que cette dernière devait jouer dans le monde et Il vouait en outre au général un véritable culte.

L'amiral n'avait pourtant pas bonne réputation car son intransigeance lui avait déjà apporté quelques déboires politiques lorsqu'il avait été nommé durant la seconde guerre mondiale Haut commissaire dans le Pacifique, notamment en Nouvelle Calédonie.

Ainsi le général de Gaulle savait qui il nommait, sachant pertinemment que sa politique serait appliquée à la lettre.

Quant à l'amiral dès son arrivée sur le territoire indochinois, à Saïgon, il ne sut pas prendre la mesure du développement nationaliste qui s'accroissait de jour en jour, mais par contre, il s'évertua à traiter les séquelles laissées par l'administration de l'amiral DECOUX, et fit pourchasser, emprisonner et rapatrier sur la métropole, le moindre fonctionnaire ou militaire, voire civil, accusé d'avoir travaillé pour Vichy, c'est-à-dire l'administration coloniale, ces personnes ayant en outre subi

le joug japonais et qui pour la plupart d'entre eux s'était traduit par des mois d'emprisonnement soit dans les cellules de la Kempetaï ou dans des camps d'internement...

Le colonel CEDILE, lui aussi gaulliste fervent, a pratiqué certes à un degré moindre peut-être la même politique, refusant de faire réarmer les troupes françaises à Saïgon qui venaient d'être libérées des camps japonais, jusqu'à ce que les massacres d'européens, de vietnamiens et d'eurasiens, fidèles à la France à la cité Heyraud - Plus de 150 personnes assassinées - Hommes, femmes et enfants, et de la centaine emmenée dans la brousse que l'on ne revit jamais - lui fassent comprendre le sérieux de la situation. Débordé face aux nationalistes, aux sectes, il tenta de négocier en vain toute une série de trêves et tenta également de mettre en place un pseudo gouvernement local, sans grand succès, la situation n'évoluant favorablement que lorsque les premiers renforts français débarquèrent à Saïgon.

Personne n'avait pris conscience que le coup de force japonais du 9 mars 1945 avait désorganisé totalement l'administration française et qu'un énorme vide s'était creusé, vide rapidement comblé par Hô Chi Minh profitant de l'effacement des français, embrigadant tous les nationaux vietnamiens à ses côtés puis les éliminant progressivement.

Par la suite les erreurs politiques de l'amiral qui a toute force voulut faire de la Cochinchine un état à part, la séparant du Vietnam, des conférences qui ne débouchèrent sur rien, et d'erreurs en erreurs, de part et d'autres d'ailleurs cela conduisit aux affrontements que l'on connaît, notamment au 19 décembre 1946.

INDOCHINE - LA PERIODE TROUBLE

1945-1946

Le 6 août 1945, la première bombe atomique tombe sur Hiroshima, suivie de la seconde sur Nagasaki le 9 août, annonçant la capitulation japonaise qui est effective le 14 août, le 2 septembre étant la date choisie par le général Mac Arthur pour la signature officielle de la reddition de l'empire du Soleil Levant.

Hô Chi Minh comprend aussitôt que l'Indochine allait devenir un enjeu et qu'il fallait agir immédiatement avant l'arrivée probable des troupes alliées.

Dès le 13 août à Tran Trao, il décide de former immédiatement un comité de libération du peuple du Vietnam à partir d'un noyau communiste important, puisque onze membres sur quatorze, appartiennent au Parti Communiste Indochinois, puis il lance un appel à l'insurrection générale. Mais depuis longtemps, pratiquant le double jeu, les représentants du Vietminh, notamment à Hanoï, avaient pris des contacts avec l'Etat-major japonais avec lequel furent conclus des accords secrets.

Dès le 15 août 1945, l'armistice ayant été signé, le Vietminh commença à organiser des manifestations d'abord au Tonkin, puis en Annam, manifestations qui firent tâche d'huile gagnant également le Sud ; le 16 août le général TSUSHIHASHI, rencontrant le délégué impérial PHAN KE TOAI, sympathisant du Vietminh, lui remit tous ses pouvoirs, les manifestations s'accroissant au Sud, notamment celle de Saïgon le 25 août 1945. Ainsi en moins de dix jours, Hô Chi Minh avait pris le dessus partout, l'empereur Bao Daï ayant même abdiqué le 25 août, les sceaux de l'Etat étant remis à deux envoyés du Vietminh, le drapeau impérial étant remplacé par le drapeau rouge à étoile d'or...

Les liaisons n'étant pas à l'époque ce qu'elles sont maintenant, comment la nouvelle situation était-elle considérée par Paris ?

Personne ne se doutait au gouvernement français qu'après le coup de force japonais du 9 mars 1945, tout se soit littéralement effondré, structures administratives, police, armée. En fait le 10 mars 1945 l'Indochine française, n'existait plus.

A Paris le gouvernement provisoire de la République ne réagit pas immédiatement face à la capitulation japonaise, comme il n'avait pas réagi d'ailleurs au coup de force : néanmoins il va tenter de s'en remettre aux différentes missions qu'il a mis en place tant aux Indes, à Calcutta ou en Chine à Kunming

La mission de Calcutta beaucoup mieux organisée, et surtout grâce aux bonnes relations entretenues avec les Britanniques, décide alors d'envoyer en Indochine deux commissaires de la République, le colonel CEDILE et le chef de bataillon Pierre MESMER.

Ils furent tous parachutés le 22 août 1945, l'un en Cochinchine, le colonel CEDILE, l'autre au Tonkin - Le colonel CEDILE fut pris par des paysans, malmené et livré aux japonais, qui l'emmenèrent à Saïgon où il fut enfermé. Le commandant MESMER fut fait prisonnier par le Vietminh dès son arrivée au sol, mais réussit à s'évader le 18 octobre 1945 et à rejoindre Hanoï.

La mission de Kunming tenta d'envoyer Jean SAINTENY, avec une délégation à Hanoï, mais les américains et les chinois retardèrent l'envoi du groupe jusqu'au 22 août, la jumelant avec celle du major US, PATTI qui devait conseiller le gouvernement vietnamien. Les français dès leur arrivée à Hanoï furent séparés de la mission américaine par les japonais et mis en résidence surveillée jusqu'au 9 septembre, Vo Nguyen Giap, rendant d'ailleurs une visite très cordiale le 27 août à Jean SAINTENY, avec lequel il s'entretint.

Le 21 août Hô Chi Minh avait déjà mis en place son gouvernement provisoire, dans lequel le Vietminh tenait tous les ministères importants, l'ex-empereur Bao Dai, devenu le citoyen, Vinh Thuy, étant conseiller du gouvernement.

Ainsi Hô Chi Minh, sûr de l'appui des Etats-Unis d'Amérique par la présence de la délégation américaine de l'OSS du major PATTI se plaçait en position de force vis-à-vis des Chinois, mais aussi des Français.

Le 2 septembre enfin, au cours d'un meeting qui aurait rassemblé au moins cinq cent mille personnes à Hanoï, Hô Chi Minh, déclare l'annulation de tous les traités signés avec la France, traités liant le Vietnam et l'ancienne nation colonisatrice, ne plus avoir de rapport avec elle et enfin d'abolir tous les privilèges que les français s'étaient octroyés au cours des années de colonisation.

Quant aux troupes françaises qui avait réussi à s'échapper lors du coup de force japonais et s'étaient réfugiées au cours d'une retraite homérique, sous les ordres du général ALESSANDRI, en Chine au YUNNAN, elles se trouvèrent bloquées sur place par les autorités chinoises.

En Indochine même, les japonais vaincus continuèrent d'assurer le maintien de l'ordre, tout en gardant prisonniers nos ressortissants afin disaient-ils de les protéger...

Le général de GAULLE avait décidé que la France participerait à la guerre du Pacifique par l'envoi d'un corps expéditionnaire, et depuis 1943 il avait toujours envisagé d'ailleurs le retour de la France en Indochine comme une reconquête du pays ; mais le Japon ayant capitulé, le chef du gouvernement provisoire de la République, voulant donc, rétablir la souveraineté française sur ce territoire avait décidé que ce corps interviendrait dès qu'il en aurait les moyens.

Au premier abord le gouvernement et le commandement américain en acceptèrent le principe, mais ce dernier argumenta immédiatement qu'ils manquaient de moyens de transport maritimes, mais surtout ce que l'on sait c'est que le Président des Etats-Unis d'Amérique, F.D. ROOSEVELT, était tout à fait opposé au retour de la France en Indochine.

D'ailleurs au moment de la capitulation du Japon, la France fut exclue de l'accord conclu entre les alliés, soviétiques, américains, britanniques et chinois, concernant le désarmement des forces japonaises.

Le Nord de la péninsule indochinoise au de là du 16° parallèle étant confié aux chinois de Tchang Kai Check, le Sud aux britanniques.

Ainsi la France rejetée, perdait non seulement la possibilité de se réinstaller en Indochine, mais également perdait la face vis-à-vis des populations locales.

Quant aux intentions politiques du gouvernement provisoire de la République, elles tenaient dans diverses déclarations faites par le général de GAULLE lui-même, et par celle du gouvernement arrêtée lors du conseil des ministres du 24 mars 1945.

L'idée première étant de donner aux divers pays de l'Indochine une autonomie interne dans un cadre fédéral, la fédération indochinoise rentrant dans l'Union Française. Il est bon de

rappeler une nouvelle fois ici, qu'en 1945, l'opinion publique en France, tout comme d'ailleurs les différents partis politiques, de droite ou de gauche, voyaient mal la disparition d'une partie de l'empire.

Mais le problème qui se pose alors pour le gouvernement français, c'est d'acheminer les 70.000 hommes du corps expéditionnaire comprenant des unités de la 9^o Division d'Infanterie Coloniale, un groupement blindé de la 2^o Division Blindée et d'autres éléments, le tout commandé par le général LECLERC, auxquels il fallait rajouter des forces aériennes - deux groupes de transport et un groupe de chasse, et pour la Marine une escadre sous le commandement de l'amiral AUBOYNEAU.

Le 17 août 1945, le gouvernement ayant nommé l'amiral Thierry d'Argenlieu Haut Commissaire de France en Indochine, décida que les divers échelons du CEFI devraient gagner l'Indochine à partir des mois de septembre, octobre et novembre.

Or les moyens de transport manquant, les premiers intervenants militaires en Indochine arrivèrent à bord de navires de guerre et le transport des différentes unités dura près de six mois, c'est-à-dire, du mois de septembre 1945 à mars 1946, tant sur des navires britanniques qu'américains, les relations franco-américaines ayant évolué.

Il en sera de même plus tard en 1947, lorsqu'il s'agira d'acheminer d'autres renforts, mais ceux là sur des navires français.

LA CONFUSION DANS LE SUD ;

C'est d'abord dans le Sud où débarquent les premiers contingents britanniques en provenance de l'Inde - XX^o division Gurhka commandée par le général Douglas. D. GRACEY que vont se produire des incidents et des événements graves dus aux nationalistes et aux japonais ; les attermoissements des britanniques face à cette situation de crise, de même que ceux du colonel CEDILE, qui a été remis en liberté, font que les nationalistes très bien implantés, de même que les sectes, font à peu près ce qu'ils veulent en Cochinchine et surtout à Saïgon - Le général GRACEY et le colonel CEDILE doivent donc faire face à une agitation de plus en plus dure à la fois de la part des nationalistes, des caodaïstes, des trotskistes, des Binh Xuyens et des Hoa Haos... Vols pillages sabotages se succèdent, le port et l'aérodrome de Saïgon étant particulièrement touchés. Le 21 septembre le général GRACEY décide d'imposer la loi martiale et de faire réarmer enfin les hommes du 6^o RIC , les 22 et 23 les bâtiments publics sont repris.

Le 3 octobre deux navires britanniques et le contre-torpilleur « Le Triomphant » débarquent le reste du 5^o Régiment d'Infanterie Coloniale, ainsi que le Commando PONCHARDIER, le 5 octobre ce fut l'arrivée du général LECLERC.

Malgré des incidents de plus en plus graves notamment le 11 octobre où un officier anglais et quatre Gurhkas furent assassinés, obligeant le général GRACEY à faire intervenir les troupes franco-britanniques pour dégager dans un premiers temps les alentours de Saïgon, puis les 24 et 25 octobre, Bien Hoa et Thu Dau Mot. Puis les 60.000 japonais purent enfin être désarmés...

Il restait à régler le problème du Cambodge et du Laos où la duplicité japonaise allait encore à l'encontre des décisions prises à leurs égards ; ils pratiquèrent les mêmes intrigues, favorisant le clan des nationalistes. Ce n'est qu'à l'arrivée du général LECLERC que la situation put évoluer et qu'enfin le Cambodge sortit de la crise avec l'élimination de Son Ngoc Thanh.

Quant au bas Laos, la population dont la loyauté à l'égard de la France n'avait pas faibli, elle était en butte aux intrigues des chinois qui souhaitaient mettre en place un gouvernement populaire Lao. Là, encore le général LECLERC agissant avec son habileté coutumière, envoyait un élément du 5^o Régiment d'Infanterie Coloniale, transporté par voie aérienne à Paksé, qui ramenait le calme par sa présence et préparait les opérations futures sur le Laos.

En Cochinchine, les sectes, les Binh Xuyens, les Caodaïstes et les Hoa Haos, enrôlés sous la bannière des nationalistes n'allaient pas tarder à se déchirer entre elles, d'autant plus que les renforts attendus arrivant à bord du croiseur Suffren, du porte-avions Béarn et de la ville de Strasbourg le 19 octobre 1945, allaient rapidement être opérationnels, et participer à la reconquête de la Cochinchine où

diverses opérations furent menées par le groupement MASSU, de la 2^o Division Blindée, par le Commando PONCHARDIER, la compagnie de débarquement du cuirassé Richelieu commandée par le lieutenant de vaisseau MILLET, le Commando CONUS, des unités de la 9^o Division Coloniale, comme le 21^o RIC, 23^o RIC et 6^o RIC.

En janvier 1946, le Corps Expéditionnaire Français avoisinait les 30.000 hommes, c'était mieux qu'au début, mais nettement insuffisant pour faire face à la situation, et le général LECLERC s'en était rendu compte très vite, et pourtant les opérations de réoccupation de la Cochinchine et des hauts plateaux s'accrochèrent après Ban Me Thuot, ce fut Nha trang qui fut occupé le 29 janvier 1946, Bien Hoa étant nettoyée, la Plaine des Joncs l'étant elle aussi jusqu'à un certain point, mais servant encore de repaire à de nombreuses bandes nationalistes.

On peut dire que début février la reconquête de la Cochinchine était terminée, les éléments vietminh étant pratiquement désorganisés, menant seulement quelques opérations de guérilla.

NORD ANNAM ET TONKIN.

Au Tonkin et en Nord Annam, au-delà du 16^o parallèle, le Vietminh depuis la capitulation japonaise, et même avant, profitant depuis le 9 mars 1945 du vide laissé par l'administration coloniale, décimée par le coup de force japonais, va accroître son emprise sur la population.

Hô Chi Minh, sut au départ et ce pour donner le change, faire de la place dans son gouvernement à des personnalités non communistes comme Nguyen Manh Ha, leader catholique, d'autres plus politiques comme Dan Chu Dan, des membres du Daï Viet comme Duong Duc Hien, des évêques comme monseigneur Le Huu Thu, évêque de Phat Diem, créateur des milices catholiques et il reçut également la caution de l'ex-empereur Bao Daï, siégeant comme conseiller.

D'autre part, le Vietminh, sûr de l'appui du peuple complètement embrigadé, comme savent le faire les communistes, sut réorganiser l'administration à partir des comités populaires s'étendant jusqu'aux villages les plus petits et les plus éloignés.

Bien entendu cela ne se passa pas sans mal, notamment par des exécutions sommaires, le Vietminh en profita pour se débarrasser de ses rivaux, les membres du Daï Viet, du VNQDD, des Trotskistes et de tous ceux qui manifestaient encore quelque sympathie pour la France, ainsi furent tués le frère de Ngo Dinh Diem, Ngo Dinh Khoi, ce qui marqua profondément le futur premier ministre du Vietnam du Sud d'une haine tenace pour tout ce qui était d'obédience rouge, Bui Quang Chieu, leader modéré, et surtout le poète Phan Quynh, auquel le vietminh reprochait d'avoir été le chef de cabinet de l'empereur Bao Daï.

Les catholiques n'échappèrent pas à la vindicte des communistes et furent ainsi persécutés, ce qui les conduisit un peu plus tard à rejoindre les forces françaises une fois le Tonkin totalement réoccupé.

L'OCCUPATION CHINOISE

Conformément avec ce qui avait été décidé à Potsdam les troupes chinoises, ou plutôt les hordes chinoises, commencent à se répandre à partir du 29 août sur le Tonkin, venant du Yunnan et du Kouang Si, par Lao kay, Cao Bang et Langson.

Systématiquement la 93^o et la 60^o division allant occuper toute la vallée du fleuve Rouge, le haut Laos et Hanoi, la 2^o division au moyen Laos, Deux autres divisions en provenance du Kouang Si la 62^o de Cao bang à Hanoi et la 52^o division le long de la côte d'Haiphong à Moncay.

Toutes ces troupes étant sous le commandement du général Lou Han et du général Chan Fa Kuei, troupes ressemblant davantage à des bandes de pirates qu'à des troupes régulières, très éloignées d'ailleurs de leur commandant en chef le maréchal Tchong Kai Check.

Le Tonkin et le Nord Annam furent soumis à un pillage systématique, les chinois imposant également leur monnaie au détriment de la piastre.

La duplicité des Chinois étant extrême, rien ne laissait prévoir quand ils allaient évacuer le Tonkin et le Nord Annam, puisque à plusieurs reprises ils interviendront dans les problèmes vietnamiens, chassant les comités populaires mis en place par le Vietminh, favorisant l'ancien VNQDD et le Dong Minh Hoi, et surtout la nomination du général Hsiao Wen comme chef des services politiques chinois, qui laissait présager une intervention dans la politique nationaliste vietnamienne et le refus de tout retour des français tant au Laos qu'au Tonkin, puisque toutes les équipes françaises parachutées furent soit désarmées, ou durent se réfugier dans la brousse, les troupes étant en Chine étant pratiquement retenues comme prisonnières.

Pourtant grâce à l'action du général SALAN, et les contacts qu'il prend avec le commandement chinois, les choses semblent s'arranger puisque par un memorandum envoyé le 4 janvier 1946, les chinois demandent à la France de relever la 93^e division, et déjà en décembre le maréchal Tchong Kai Check avait annoncé à notre ambassadeur le général PECHKOFF, que les troupes chinoises allaient évacuer le Nord Annam et le Tonkin, la situation en Chine se détériorant avec les communistes de Mao Tsé Toung.

Le général SALAN, accompagné du colonel CREPIN, fut chargé des négociations à Tchong King, désigné par le haut commissaire l'amiral Thierry d'Argenlieu.

Le général SALAN prit tout d'abord des contacts locaux avec les généraux Lou Han et le général Ma Ing, mais se rendit compte très vite que la solution ne pouvait venir que de plus haut, c'est-à-dire du maréchal Tchong Kai Check lui-même, les généraux chinois en place au Tonkin et en Nord Annam étant tout à fait hostiles à l'évacuation et pour cause...

Le premier accord obtenu fut l'évacuation de la 93^e division du Laos et son remplacement par les 3500 hommes du détachement aux ordres du colonel QUILICHINI, qui se trouvant en Chine furent autorisés à traverser le Tonkin au Nord pour gagner le Laos mais avec interdiction de stationner au Tonkin.

Le 21 janvier 1946, les troupes françaises, rééquipées pénétrèrent au Tonkin par Phong Tho, mais durent, même si l'accueil des populations locales était chaleureux, se battre contre des éléments du VNQDD aidés par les chinois, et les nombreux incidents et combats locaux firent que le détachement français resta bloqué entre la RP 21 et la rivière Noire en Pays Thaï.

Durant cette période de nombreux événements étaient venus compliquer la situation, et tout d'abord le départ du général de GAULLE le 20 janvier 1946, départ qui avait créé un grand vide politique en France, que le nouveau président du conseil socialiste, Félix GOUIN, n'avait pas encore comblé, qu'une certaine confusion régnait, confusion à laquelle venaient se greffer en France des problèmes financiers, et surtout l'indécision coutumière de nos élus.

Marius MOUTET, ministre de la France d'Outre-mer rencontre à Londres un envoyé chinois et signe un premier accord de principe, mais il fallait que ce traité soit signé par le gouvernement chinois de Tchong King, et qui ne le sera que le 28 février 1946, la France abandonnant ses concessions en Chine.

Ce n'est que le 26 avril que les forces françaises entreront à Vientiane, le roi SISAVANG VONG remontant sur le trône du Laos.

Dans ce pays les choses se passèrent relativement bien, les autorités locales ayant toujours, même au temps de l'occupation japonaise une attitude plus qu'amicale vis-à-vis de nos ressortissants, et les groupes ayant été parachutés purent mener une guérilla active contre les troupes nippones. Là encore pourtant l'influence des services de l'OSS américain tentèrent d'appuyer les éléments du vietminh favorables aux opposants du roi SISAVANG VONG et le prince SAVANG, le prince SOUPHANOUVONG réfugié à Hanoï et le prince PETSARAH, tous deux alliés d'Hô Chi Minh.

Après le départ des chinois, les petits groupes français réussirent à constituer une petite armée, et à chasser le vietminh et les lao indépendantistes des villes.

Au Tonkin, l'organisation des élections et notamment celle pour la constitution de l'Assemblée Nationale, décidée le 8 septembre 1945 par le gouvernement d'Hô Chi Minh fut remise

au 6 janvier 1946. Les résultats donnèrent une majorité au Vietminh - Entre 92 et 97% des voix - C'est-à-dire 250 sièges sur 329.

Des incidents se poursuivirent de plus belle, doublés d'assassinats, enlèvements, de véritables combats se déroulant entre factions rivales, la duplicité des communistes neutralisant les ministres non vietminh et surtout la nomination de VÔ NGUYEN GIAP au poste de ministre de l'intérieur, l'assemblée nommant en outre un comité pro vietminh chargé de contrôler le gouvernement.

LE RETOUR AU TONKIN

Le général LECLERC n'avait de cesse de penser à retourner au Tonkin, ayant l'approbation du gouvernement français, le gros problème étant le vietminh qui disposait à l'époque déjà d'une armée de 30.000 hommes, le second étant encore la présence des troupes chinoises.

Grâce aux relations entretenues par le délégué français, Jean SAINTENY avec Hô Chi Minh, ce dernier accepte le 16 février 1946 ce qu'il avait toujours refusé, c'est-à-dire de faire adhérer sa jeune république du Vietnam à l'Union Française, mais le problème indochinois restant entier, le gouvernement français reconnaissant le gouvernement autonome d'Hô Chi Minh, mais excluant le mot indépendance « Doc Clap » en vietnamien de son vocabulaire et refusant l'autorité de ce gouvernement sur la Cochinchine, d'autre part le gouvernement de Félix GOUIN voulait signer un accord avec un gouvernement vietnamien représentant toutes les tendances politiques de l'Indochine ce qui était loin d'être le cas.

Dans le Sud le haut commandement français préparait activement le retour au Tonkin, les marées du mois de mars étant favorables à l'entrée dans le Cua Cam à Haïphong aux navires de guerre d'un certain tonnage ; mais pour débarquer il fallait non seulement l'accord d'Hô Chi Minh, mais également celui des chinois.

Plusieurs plans avaient été avancés avec comme toile de fond les négociations avec les chinois, le tout laissant apparaître une éventualité d'une action de force.

Le général LECLERC envisageait donc de faire débarquer le gros des troupes dans le port d'Haïphong, après avoir remonté le Cua Cam, et il avait pensé également à un parachutage du commando du capitaine de vaisseau PONCHARDIER sur les deux aérodromes d'Hanoï, Bach Maï et Gia Lam, afin de contrôler la ville, de libérer les 4500 militaires prisonniers dans la citadelle et de les réarmer, puis de tenter de prendre le gouvernement vietnamien d'Hô Chi Minh et enfin d'assurer la sécurité de la population européenne et vietnamienne favorable à la France, les troupes débarquées à Haïphong faisant ensuite leur jonction avec celles de la capitale du Tonkin. Ce plan étant le plus extrême et le plus risqué.

Le Haut Commissaire, l'amiral Thierry d'Argenlieu étant en mission à Paris, le général LECLERC assura seul ainsi la responsabilité de la préparation du retour des forces françaises au Tonkin, ayant toutefois l'aval du gouvernement de Paris.

Malgré d'énormes difficultés, lors des discussions à Tchong King, l'ambassadeur de France, M. MEYNIER signait le 28 février avec le ministre des affaires étrangères chinois Wang Chin Chieh le traité franco-chinois par lequel la France abandonnait tous ses droits sur les concessions en Chine et également l'accord sur les problèmes sino-vietnamiens, mais rien ne réglait semble-t-il celui de l'évacuation des troupes chinoises et le retour des troupes françaises au Tonkin.

Certes à la suite de pressions le gouvernement chinois et notamment le ministre des affaires étrangères avait admis le principe de l'évacuation, mais les généraux chinois en place étant loin d'en être d'accord.

Dans la journée du 5 mars 1946, alors que la flottille française arrivait en vue des côtes du Tonkin, rien n'était encore définitivement réglé, tant avec les chinois, qu'avec le gouvernement vietnamien.

Pourtant les généraux chinois acceptèrent que les navires français entrent dans le port d'Haïphong, mais à condition expresse que les troupes ne débarquent pas.

Hô Chi Minh donna son accord, mais beaucoup trop tard, le général Wang Li Man qui commandait la 130^e division à Haïphong prétendit lui qu'il n'avait reçu aucun ordre et qu'il ferait tirer sur les bateaux, ce qui avait été communiqué au général LECLERC.

Le 6 à l'aube la flotte pénétra dans le Cua Cam et remonta en direction d'Haïphong.

Les navires furent pris à partie un peu avant d'arriver au port, par des tirs intenses de mitrailleuses, qui causèrent des pertes importantes tant aux équipages qu'à la troupe embarquée - 39 tués et une centaine de blessés - LECLERC ayant donné l'ordre de riposter tardivement, les navires ouvrirent le feu, firent taire les résistances chinoises, les autorités chinoises faisant hisser le drapeau blanc. Finalement dans l'après-midi les autorités chinoises finirent pas céder, à la suite des accords entre Hô Chi Minh et Jean SAINTENY, et signèrent eux aussi devant un parterre de représentants américains et Britanniques.

Mais de nouvelles difficultés surgirent et il fallut attendre la signature définitive des accords militaires à Tchong King le 13 mars 1946 pour que le général Lou Han exécute les directives du gouvernement central chinois.

Le général LECLERC entra dans Hanoi le 18 mars acclamés par les résidents français et une partie de la population vietnamienne.

LES ACCORDS DU 6 MARS 1946

Ces accords comprenaient en fait plusieurs documents dont le premier où le gouvernement français reconnaissait la République du Vietnam comme un Etat libre, ayant son propre gouvernement, ses assemblées, une armée, des finances propres, mais faisant partie de l'Union Française, voulue par le général de GAULLE, En outre la France avait lors des discussions engagées, que les trois provinces constituant l'Indochine - Ce que les vietnamiens appelaient les « trois Ky » - Cochinchine, Annam et Tonkin soient réunies, après consultation de toutes ces populations par référendum.

D'un autre côté le gouvernement vietnamien, avait accédé aux vœux du gouvernement français d'accepter sur son territoire la présence de l'Armée française, les deux gouvernements s'engageant l'un et l'autre à faire cesser les combats et les exactions, de manière à ce que les futures négociations qui seraient lancées puissent aboutir.

A ces conventions il avait été rajouté un autre document annexe qui traitait de la relève des troupes chinoises, que le gouvernement vietnamien avait hâte de voir partir. En outre il était stipulé que les troupes françaises devaient elles évacuer l'Indochine au bout de cinq ans, un détachement quittant le territoire chaque année. Seules les bases militaires importantes seraient gardées.

Pour le gouvernement vietnamien cela représentait une grande victoire, mais jamais le mot indépendance n'avait été prononcé par les négociateurs de l'ancienne puissance coloniale. Le gouvernement français n'ayant connaissance de ces accords qu'après coup...

On aurait pu penser qu'une fois ces documents signés, les deux pays allaient vers une entente et que ce début de décolonisation aurait une fin heureuse et pourtant ce ne fut pas le cas.

Pourtant trois hommes avaient compris que les choses devaient évoluer ; le général LECLERC, Jean SAINTENY et le général Raoul SALAN. C'était surtout SAINTENY qui le premier avait senti qu'il serait particulièrement difficile de rétablir la souveraineté française en Indochine, venant de comprendre la profondeur du mouvement national d'émancipation du peuple vietnamien et de ses dirigeants, LECLERC lui voyant le côté militaire des choses, c'est-à-dire l'éloignement de la métropole, la France sortant du second conflit mondial très affaiblie, quant à SALAN lui aussi, il avait de par ses relations locales très introduites dans les milieux vietnamiens et chinois, saisi toute l'importance des enjeux.

Mais en fait rien n'était gagné, car la politique du général LECLERC n'avait pas que des partisans tant en Indochine qu'en France où certains hauts fonctionnaires de la France d'Outre-Mer, estimaient que les vietnamiens n'étaient pas aptes à se gouverner eux-mêmes, et à Saïgon, l'amiral

Thierry d'Argenlieu le premier, ne voyait pas d'un bon œil le fait d'accorder l'indépendance totale au Vietnam.

Le gouvernement de Félix GOUIN, ce dernier étant président du conseil après le départ du général de GAULLE, suivit le général LECLERC dans ses objectifs, mais sans prendre la mesure des accords du 6 mars à Hanoï, et des conséquences futures de ces derniers. D'autre part régnait toujours au sein de nos hommes politiques métropolitains cette indécision qui a caractérisé toute la politique de décolonisation de la France dans les années qui allaient suivre.

A Saïgon, l'amiral Thierry d'Argenlieu, lui ne voyait pas les choses de la même façon et la politique menée par le général LECLERC ne lui plaisait en aucune manière, ayant peur de voir les vietnamiens demander de plus en plus de libertés.

Ce fut lui qui par ses tractations avec Paris demanda le rappel de LECLERC et de SALAN, mais cela se sut rapidement dans les milieux militaires notamment au cours d'une rencontre fortuite à Calcutta avec le général JUIN, qui lui se rendait à Tchong King.

En fait ce sont deux conceptions de la politique française qui se heurtent : celle de l'amiral Thierry d'ARGENLIEU, arc-bouté sur les directives qu'il a reçu du général de GAULLE, position officielle de la France, à cent lieux des réalités du terrain et l'autre beaucoup plus sensée, tenant compte de la situation réelle, et voulant éviter surtout un conflit armé, qui allait durer sept ans. D'ailleurs la France arrivera encore désunie aux différentes conférences que ce soit à Dalat ou à Fontainebleau et le Vietminh prendra rapidement conscience de sa force politique face aux attermoissements de nos dirigeants.

On comprend mieux la réserve méfiante du gouvernement d'Hô Chi Minh lors des premiers contacts pris à Dalat et l'échec de cette première conférence qui aurait dû conforter les accords du 6 mars 1946.

A Saïgon la France favorisait la mise en place d'un gouvernement autonome de Cochinchine, l'ancien administrateur CEDILE, déjà responsable de pas mal d'erreurs lors de son arrivée dans le Sud, allait lui aussi persister et suivre les yeux fermés la politique du Haut Commissaire déclarant en outre je cite « Que la France n'avait signé qu'une convention locale, à propos des accords du 6 mars, et que le titre de République du Vietnam n'impliquait de la part du gouvernement français, aucune reconnaissance d'un gouvernement unique groupant les trois pays d'Annam, du Tonkin et de Cochinchine » On ne peut pas être plus de mauvaise foi !

En Cochinchine, les nationalistes de Tran Van Giau avaient dès 1945 pratiqué la politique de la terre brûlée, et le gouvernement d'Hô Chi Minh devant la mauvaise foi déployée par les français dans le Sud et craignant surtout de perdre une partie de son autorité, la population se ralliant à la France, ordonna de relancer la guérilla et cela dès le 17 mars 1946, par l'intermédiaire de NGUYEN BINH, qui se mit à pratiquer non seulement des attaques contre les objectifs français, mais également un terrorisme porté au plus haut niveau contre les populations locales. L'Armée française dont les effectifs étaient réduits ne pouvait lutter avec efficacité contre un adversaire particulièrement fluide, bien renseigné, alors que nos forces manquaient elles de renseignements.

LA CONFERENCE DE DALAT

Une première rencontre entre l'amiral Thierry d'ARGENLIEU et HÔ CHI MINH eut lieu en baie d'Along le 24 mars 1946 à bord du croiseur Emile Bertin rencontre à laquelle assistait le général LECLERC et Jean SAINTENY.

Le Haut Commissaire crut éblouir le chef du gouvernement vietnamien en lui présentant une revue navale, mais ce dernier étant sur ses gardes, cette rencontre fut un échec, le premier et qui allait d'ailleurs être suivi de beaucoup d'autres. De discussions en discussions finalement il fut décidé qu'une conférence préparatoire à celle de Paris se tiendrait à Dalat, mais que les décisions au plus haut niveau seraient décidées à Paris lors d'une autre conférence.

Une délégation nationaliste avait rejoint Paris le 16 avril un jour avant l'ouverture de la conférence de Dalat, qui elle débuta le 17 avril et se solda dès le début par des accrochages entre les

délégations françaises et vietminh au sujet de la Cochinchine, et malgré les discussions qui se prolongèrent durant deux semaines sur des sujets excessivement divers comme ceux de la coopération entre les deux états, mais fondamentalement une opposition tenace divisait les deux délégations, le mot liberté et indépendance n'ayant pas le même sens chez les français et les vietnamiens. Les français étant persuadés que la Cochinchine était une possession française et que seule des élections devraient décider si elle devait faire partie du Vietnam et avaient un autre point de vue sur la nouvelle fédération qui devait selon eux, constituer certes un bloc, mais que chaque état de cette fédération devrait en fait déléguer une partie de leurs pouvoirs à un haut-commissaire. Un comité mixte créé au cours des débats ne réussit pas mieux à régler tous ces problèmes. La conférence fut un échec. Il fut seulement décidé que la prochaine conférence se tiendrait à Paris en juillet.

En France, le pays était en pleine crise, crise due au rejet du projet de constitution ; malgré tout Hô Chi Minh voulut à toute force rejoindre Paris avec la délégation vietnamienne. Au sein du gouvernement du Vietnam plusieurs tendances se dessinaient après l'échec de la conférence de Dalat. Hô Chi Minh voulant garder avec l'ancienne nation colonisatrice des liens de coopération, se méfiant de son grand voisin chinois, et Vô Nguyen Giap lui pensant que l'indépendance ne pourrait s'obtenir que par la force. On comprend mieux l'attitude d'Hô Chi Minh, vieil ami de Marius MOUTET, pensant que plaidant le cas du Vietnam, il réussirait à créer un courant favorable à ses idées.

Hô Chi Minh, accompagné du général Raoul SALAN et sa délégation partirent pour Paris le 31 mai 1946, mais n'arrivèrent à Biarritz que le 12 juin, après maintes escales, les liaisons aériennes de l'époque n'étant pas ce qu'elles sont actuellement. La France était en pleine crise politique, il était exclu d'avoir quelques rencontres politiques que ce soit, Jean SAINTENY et le général SALAN escortant toujours Hô Chi Minh.

Là-dessus intervint une initiative de l'amiral Thierry d'ARGENLIEU qui favorisa la mise en place d'un gouvernement provisoire dirigé par un médecin vietnamien, le docteur Nguyen Van Trinh en Cochinchine ou plutôt en république de Cochinchine, des conventions ayant été élaborées. Bien entendu, le Vietminh réagit violemment à cette annonce voyant là un moyen détourné de fausser le futur référendum.

Le 22 juin la délégation se trouve à Paris et Hô Chi Minh va jouer son rôle de chef d'état, rencontrant tout un ensemble de personnalités tant politiques que d'hommes d'affaires, tentant de séduire les uns et les autres, sans pour cela convaincre le nouveau président du conseil Georges BIDAULT.

Le 2 juillet Hô Chi Minh est reçu officiellement par le gouvernement français, participe à de nombreuses réceptions, la conférence de Fontainebleau ne débutant que le 6 juillet.

Dès le début de la conférence la délégation vietnamienne intervint sur la création de la république de Cochinchine et ce avec une agressivité hors du commun: pourtant par la suite et jusqu'à la fin juillet, les conversations se poursuivirent normalement, mais toutefois aucun accord n'aboutit.

Le 26 juillet la délégation du Vietnam apprend qu'une seconde conférence vient de se tenir à Dalat à l'initiative de l'amiral Thierry d'ARGENLIEU et la délégation nationaliste comprit qu'en fait cela était une manœuvre dirigée contre le vietminh, que les autorités françaises à Paris, notamment le Président du Conseil, Georges BIDAULT, ne condamna pas.

Le 1^o août la délégation vietnamienne décida de ne plus siéger, les différents antagonismes se réveillèrent et la presse de gauche prit parti pour le Vietminh, tandis que celle de droite défendait les positions officielles du gouvernement et brusquement une nouvelle en provenance d'Hanoï mit pratiquement le feu aux poudres puisqu'elle annonçait qu'un convoi militaire français était tombé dans une embuscade le 6 août 1946 dans la région de Bac Ninh et qu'il y avait 18 tués et 43 blessés chez nos militaires.

Brusquement la tension augmenta d'un cran avec les déclarations du général de GAULLE et d'Edouard HERRIOT, tous deux s'élevant contre la dislocation de cette Union française qui avait grand peine à voir le jour, bloquée par la question indochinoise, qui allait devenir pour les années à

venir, une affaire de politique intérieure française, dont la trame ne se dénouera qu'après les accords de Genève en juillet 1954.

Durant tout le mois d'août d'aucuns tentèrent de relancer les négociations franco-vietnamiennes, sans grand succès, la conférence reprenant le 3 septembre 1946, un clash intervenant le 10 après que la délégation française ait refusé de fixer les modalités et la date du référendum en Cochinchine, la délégation vietminh se retirant.

Seul un *Modus Vivendi* fut signé dans la nuit du 13 au 14 septembre entre Marius MOUTET et Hô Chi Minh, document qui fixait les rapports franco-vietnamiens et prévoyant la reprise des négociations en janvier 1947.

LES TROUPES CHINOISES EVACUENT L'INDOCHINE

Peu à peu et au fur et à mesure de l'arrivée des renforts, les troupes françaises réoccupent d'abord Tourane en centre Annam, le 26 mars 1946, Hué capitale impériale le 29 et sans problèmes particuliers avec le Vietminh. Par contre le général Raoul SALAN dut parlementer longtemps pour qu'un accord intervienne sur la répartition des troupes françaises et leur nombre.

Quant aux Chinois, il semblait vouloir s'incruster malgré les accords signés ; quelques éléments quittèrent le Laos, les troupes françaises les remplaçant obligées de livrer bataille contre des éléments vietminh et Lao Issara, renforcés quelques fois de déserteurs japonais. La colonne du colonel QUILICHINI était bloquée en Pays Thaï, attaquée par des groupes du VNQDD, tandis qu'ailleurs les Chinois se livraient à une propagande anti-française, se comportaient toujours en pillards et créaient maints incidents.

Le 19 avril 1946, le vice- ministre des affaires étrangères chinois annonça le départ définitif des troupes pour la fin du mois d'avril et dès le 20 avril des unités de l'armée chinoise avaient été embarquées, à Haiphong, la 93^e division évacuant Vientiane au Laos, les troupes françaises entrant à Luang Prabang, les chinois ayant pillé la ville avant leur départ...

Au Tonkin, les Chinois ne commencèrent à évacuer Hanoï que le 10 juin, le général Lou Han ne quittant lui-même la région que le 25 juin.

D'autres unités comme la 116^e division à Langson, la 156^e à Moncay, et la 2^e division d'honneur à Haiphong ne quittèrent la région que bien plus tard au grand soulagement des vietnamiens.

VERS LA GUERRE

Le Vietminh dès le mois de mai 1946, va poursuivre l'élimination de ses opposants et organiser son armée de 30.000 hommes. Pour cela, il avait en la personne de Vô Nguyen Giap un homme hors du commun, qui devint un véritable stratège, sans avoir reçu de formation militaire, ministre de l'intérieur, il s'efforcera tout d'abord de réduire le Dong Minh Hoï, puis lancera une véritable offensive contre le VNQDD le 11 juillet 1946 dont il fera arrêter tous les membres et les fera remplacer par des hommes proches du Vietminh...

Restait l'armée : cette dernière n'en avait que le nom puisqu'elle n'était composée que de maquisards, d'anciens gardes de la garde Indochinoise ayant rallié le Vietminh, d'anciens tirailleurs tonkinois et de volontaires dans les milices populaires des villages, et des Tu-Ve.

A partir donc de rien, Vô Nguyen Giap réussit à mettre sur pied des unités régulières ressemblant étrangement à celles de l'armée française, mais davantage marquées du sceau communiste, puisque des commissaires politiques y furent adjoints.

Sur le plan du matériel cette armée disposait principalement d'armes en provenance de l'armée française et japonaise, 35 à 40.000 fusils, un millier d'armes automatiques d'origines diverses, de pièces d'artillerie provenant soit de prises comme les 75m/m français, soit de pièces cédées par le japonais.

Très ingénieux les vietnamiens créèrent des ateliers tant au Sud qu'au Nord, d'armement et de fabriques d'explosifs, de cartouches, de grenades et de mines. Le vietminh se ravitailla également en Chine. Des centres de formation furent aussi créés pour former les futurs cadres de l'armée...

Vô Nguyen Giap, avec une volonté de fer, passant outre toutes les difficultés arriva à créer en 1946, une armée de 60.000 hommes embrigadés dans 35 régiments d'infanterie calqués sur le modèle français et 3 régiments d'artillerie - 12.000 hommes combattant en Cochinchine. Cette armée avait en plus la particularité de ne pas vouloir coopérer avec l'armée française, ni de collaborer efficacement sur le plan technique, voulant rester dans l'ombre comme le voulait très certainement Vô Nguyen Giap, ce dernier étant persuadé de l'imminence d'un conflit.

Partout dans les villes et les villages, les vietnamiens s'agitaient, construisant des fortifications, aménageant des barrières sur les routes, des incidents éclatant au Tonkin à Dong Dang sur la frontière, où des patrouilles françaises furent attaquées les 17 et 20 juillet, la piraterie avait repris comme au bon vieux temps du De Tham ainsi que la contrebande d'armes, d'essence et de matériels divers... Même en mer en baie d'Along la navigation était peu sûre...

Les européens sentaient qu'ils étaient visés et que les vietnamiens faisant fi de l'économie future de leur état, n'avaient qu'une idée, les chasser définitivement pour prendre leur place...

Ainsi le Vietminh se décida-t-il à créer sa propre piastre, appelée piastre Hô Chi Minh, véritable monnaie nationale, mais qui très vite fut imposée dans les régions où il dominait comme en Annam ou au Nord du Tonkin.

Mais ces mesures accompagnées d'autres, comme pour les exportations de riz, alors que la famine commençait à sévir, les achats d'armes à l'étranger, firent que la piastre officielle dégringola dans les cours internationaux, or la piastre était la monnaie officielle de tous les états d'Indochine, ce qui amena l'amiral Thierry d'ARGENLIEU à prendre des mesures draconiennes, notamment d'établir surtout au Tonkin des contrôles douaniers, ce qui créa l'incident très grave du 20 novembre 1946 à Haïphong où une jonque de contrebande fut arraisonnée dans le port par un LCA de la marine et cela déclencha un véritable combat dans la ville, les forces françaises ayant eu 22 morts et 64 blessés, décidaient de nettoyer la ville chassant les vietminh de tous les quartiers, les combats se prolongeant jusqu'au 24 novembre.

A Langson d'autres incidents éclataient, plus exactement à Van Nieu où un convoi français perdit 9 tués et 9 blessés, les hommes du colonel SIZAIRE chassant les vietnamiens de Langson, lesquels perdirent plus de cinquante tués. Petit à petit on s'acheminait vers des événements plus graves...

Le général MORLIERE se rendit compte très vite qu'effectivement le Vietminh s'engageait dans la voie de la violence, les combats d'Haïphong ayant coûté à la population civile vietnamienne près de 300 morts, cette bataille eut pour conséquence d'aggraver la situation, et si certains croyaient avoir maté le gouvernement vietnamien, ils se trompaient ! En outre, le gouvernement vietnamien comprit peut-être à tort, que la France voulait réoccuper tout le Tonkin, remettre en place toutes les structures coloniales, alors que les moyens de l'armée française ne le lui permettaient pas, du moins pour le moment.

Le gouvernement français avait demandé à Jean SAINTENY de renouer avec Hô Chi Minh, ce qui fut fait le 2 décembre 1946, les conversations engagées depuis quelques jours se poursuivant, le Vietminh demandant aux français de revenir à la situation d'avant le 20 novembre, ceux-ci se gardant bien de lâcher les positions conquises de force... Personne ne voulait la rupture, Hô Chi Minh déclarant même le 17 décembre à un journaliste qu'il ne voulait que la paix, et Jean SAINTENY déclarant au même journaliste, je cite « Qu'on ne l'avait pas envoyé à Hanoï pour y apporter la rupture et la guerre ».

Pourtant depuis l'affaire d'Haïphong les vietnamiens étaient en transes, toutes les garnisons françaises étaient encerclées, la route Haïphong-Hanoï était coupée en plusieurs endroits, partout des fortifications étaient en voie d'achèvement, des incidents fréquents se produisaient causant la mort de soldats français comme à Hanoï le 17 décembre...

Le 19 décembre 1946 au matin tout le dispositif d'attaque vietminh était prêt. À 20 heures 04 ; les forces vietminh firent sauter la centrale électrique d'Hanoi, partout le Vietminh attaque tout ce qui est français. La guerre d'Indochine vient de commencer.